

ONU : le Conseil de sécurité exhorte le pouvoir burundais au dialogue

@rib News, 04/04/2018 à€ Source AFP Le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU exhorte le pouvoir burundais Ã dialoguer avec l'opposition dans la perspective des Ã©lections envisagÃ©es en 2020, se disant dans une dÃ©claration adoptÃ©e mercredi "profondÃ©ment prÃ©occupÃ©" face Ã la situation politique dans le pays.

"Le Conseil de sÃ©curitÃ© reste profondÃ©ment prÃ©occupÃ© face Ã la situation politique au Burundi, la lenteur des progrÃ©s de dialogue inter-burundais dirigÃ© par la CommunautÃ© d'Afrique de l'Est et l'absence d'engagement du gouvernement Ã cet Ã©gard", souligne le texte adoptÃ© par les 15 membres de la plus haute instance de l'ONU. La dÃ©claration apporte aussi le soutien du Conseil aux efforts de l'Union africaine pour aider Ã rÃ©sorber le conflit et appelle les Etats de la rÃ©gion Ã contribuer Ã une solution politique et Ã s'abstenir de toute interfÃ©rence. Les Ã©lections envisagÃ©es en 2020 doivent Ãatre "libres, justes, transparentes, pacifiques, pleinement inclusives, avec la participation de toutes les parties politiques et assurer une pleine participation des femmes au processus", affirment aussi les 15 membres du Conseil de sÃ©curitÃ©. L'instance de l'ONU juge que la situation humanitaire dans le pays continue de se dÃ©grader, avec prÃ©s de 180.000 personnes dÃ©placÃ©es, 3,6 millions de personnes dans le besoin et plus de 429.000 Burundais cherchant refuge dans des pays voisins. Le gouvernement burundais "a la premiÃ©re responsabilitÃ©" pour "assurer la sÃ©curitÃ© sur son territoire et protÃ©ger sa population dans le respect de l'Etat de droit, du droit international et des droits de l'Homme", indique aussi la dÃ©claration. Les membres du Conseil de sÃ©curitÃ© appellent enfin le gouvernement Ã reprendre sa coopÃ©ration avec des instances internationales, en particulier les instances de l'ONU. L'annonce en avril 2015 de la candidature du prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ©me mandat avait plongÃ© le Burundi dans une crise politique qui a fait depuis au moins 1.200 morts et plus de 400.000 dÃ©placÃ©s et rÃ©fugiÃ©s, et sur laquelle la Cour pÃ©nale internationale a ouvert une enquÃªte. Le pouvoir a convoquÃ© pour le 17 mai un rÃ©fÃ©rendum sur une rÃ©forme de la constitution controversÃ©e qui pourrait permettre au prÃ©sident Nkurunziza, 54 ans et au pouvoir depuis 2005, de briguer Ã partir de 2020 deux mandats de sept ans. Le projet a Ã©tÃ© critiquÃ© par la communautÃ© internationale, notamment l'Union africaine.

Ã

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});